



**École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES)
Centre de Recherche et de Documentation (CRD)**

NOTE D'ÉCLAIRAGE

N° 09 Novembre 2022

L'État Islamique en Afrique Centrale (ISCAP) : contours d'une menace sécuritaire grandissante

Introduction

L'Afrique Centrale est une sous-région éprouvée par des défis sécuritaires. Ceux-ci s'amplifient en dépit des stratégies étatiques ainsi que celles mises en œuvre par des institutions sous-régionales, régionales et internationales. Cette aggravation est en partie liée à l'expansion des islamistes. Depuis les années 2000, le fondamentalisme représente en effet une pierre d'achoppement pour la communauté internationale. Pour ancien qu'est le terrorisme (Chaliand et Blin, 2007), il se pérennise davantage. Après les tentatives feutrées de Boko Haram par le rebord occidental, et d'Al-Shebab par le flanc oriental du continent, l'État Islamique en Afrique Centrale (ISCAP –*Islamic State' Central Africa Province*) a réussi à s'affirmer depuis quelques années. On se méprendrait en établissant une corrélation étroite entre cette appellation et les limites de sa zone d'influence. Si ses ambitions sont connues, ses limites géographiques sont en effet encore mouvantes car il s'agit d'un réseau en construction, qui prospecte des appuis à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), dans la Région des Grands Lacs et en Afrique du Sud-Est. Avec un bilan déjà alarmant (Intelbrief, 2021), de quoi

l'ISCAP est-il le nom –ou plutôt le produit– et en quoi représente-t-il une menace sécuritaire qui mérite de retenir l'attention ?

Cette étude se focalise sur la trajectoire historique du projet de « sanctuarisation » d'ISCAP. Cette approche tient compte de la diversité des facteurs. Dans un contexte international marqué par une recomposition des polarités géopolitiques, procéder ainsi permet de consacrer la réticularité comme paradigme explicatif de naissance, de déploiement et de lutte contre l'islamisme, comme l'attestent des travaux qui ont observé ce phénomène dans l'axe Proche-Orient – Maghreb – Sahel (Pountougnigni Njuh, 2022 et 2020). L'ISCAP est en effet une tentative de création, en Afrique médiane, d'une zone influence supplémentaire par les islamistes. Ce travail identifie ainsi les origines et les modes opératoires d'ISCAP, afin de cerner l'ampleur de la menace qu'il véhicule et de sonder les voies de lutte. Les données indiquent qu'il concrétise les prétentions expansionnistes lointaines des islamistes dans une sous-région où des conditions sociopolitiques sont réunies depuis des décennies, et qui peuvent encore l'aider à asseoir son emprise.

Afrique Centrale : objet des prétentions lointaines des islamistes

L'Afrique Centrale porte bien son nom. Sa position géostratégique lui permet en effet de communiquer avec les autres sous-régions africaines. Cette particularité est l'une des raisons pour lesquelles elle est à la croisée des enjeux géopolitiques et géoéconomiques qui touchent le continent. Cela en fait également une sous-région névralgique de la géopolitique du continent, convoitée tant par les puissances, les multinationales que les entités terroristes. Longtemps restée aux portes de la sous-région, la menace terroriste en Afrique Centrale résulte en effet de la convergence spatiale des intégrismes provenant d'Afrique du Nord et de l'Ouest, d'une part, et de l'Afrique Orientale, d'autre part. Ils sont eux-mêmes tributaires du « djihad » global lancé depuis le Proche-Orient à partir de 1987 par Al-Qaeda (Bergen, 2006). L'allégeance du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), né en 1998 et basé en Algérie, lui permet de s'enraciner en Afrique du Nord. Ce rapprochement donne naissance à Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), un réseau de groupes terroristes comportant le GSPC et d'autres groupes tels que : Ansar al-Charia, Boko Haram, Ansar Beït al-Maqdess, le Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), etc. (Pountougnigni Njuh, 2020 ; Daniel, 2012). À l'élimination d'Abdelmalek Droukdel son leader le 3 juin 2020, AQMI, renforcé par l'État Islamique (EI) en Afrique de l'Ouest, a été en mesure d'étendre le terrorisme jusqu'au Nord-Ouest de l'Afrique Centrale à travers Boko Haram. Sous le couvert du projet de reconstitution de l'empire du Kanem-Bornou où régnerait la *sharia*, cette secte voulait créer un territoire à cheval entre le Nord-Est du Nigeria, le Sud-Est du Niger, l'Est du Tchad et le Nord Cameroun. Depuis l'attaque contre les Forces Armées Camerounaises (FAC) en mars 2014 à Fotokol (Région de l'Extrême-Nord au

Cameroun), Boko Haram, quoique affaiblie par des années de riposte coordonnée entre les États de la sous-région (Kouosseu et Pountougnigni Njuh, 2020), continue de commettre des exactions éparses.

En dehors du couloir Maghreb – Afrique de l'Ouest, les islamistes ont longtemps aussi considéré l'axe Oman – Yémen – Corne de l'Afrique pour s'établir en Afrique de l'Est, dans les Grands Lacs et en Afrique Centrale. Le conflit somalien est ce qui leur permet de s'implanter significativement dans la Corne de l'Afrique, surtout après le « triomphe » sur les ingérences armées de l'Occident – échec de l'opération *Restore Hope* (9 décembre 1992 - 4 mai 1993). Abritant Siad Barre, le dirigeant somalien qui a pris la fuite en 1991, débordé par la guerre civile, le Kenya devient en effet la cible d'Al-Qaeda. Le fondement de cette démarche se trouve dans la rhétorique anti-occidentalise de Ben Laden. Celui-ci lorgnait déjà sur le Soudan où il avait séjourné et consolidé l'intégrisme, de 1992 à 1995 (Bergen, 2006 : 20). Ayant joué un rôle important dans les opérations onusiennes en Somalie, sous l'égide des USA et de la France en 1992-1993, le Kenya tombe ainsi dans son collimateur. C'est ainsi qu'Al-Qaeda commet des attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) le 7 août 1998. Le 28 novembre 2002, un autre cible à Mombasa (Kenya) le Paradise Hotel, appartenant à un israélien. En 2006, le groupe Al-Shebab est créé en Somalie. Il prête allégeance à Al-Qaeda et amplifie ses exactions en Afrique orientale (Agbiboa, 2014 : 29-31) tel que l'indique le tableau 1.

Tableau 1 : Les exactions d'Al-Shebab en Ouganda et au Kenya entre 2010 et 2020

Dates	Exactions
2010	Attentat à Kampala (Ouganda)
24 octobre 2011	Explosion d'un bus à

	Nairobi
5 novembre 2011	Attaque contre une église à Garissa (Kenya)
24 novembre 2011	Attaque d'un hôtel à Garissa
31 décembre 2011	Attaque d'un bus à Garissa
21-24 septembre 2013	Assaut contre le Westgate Shopping Centre à Nairobi
2 avril 2015	Prise d'assaut du campus de l'université de Garissa
15 et 16 janvier 2019	Attentats à Riverside Drive (Nairobi)
5 janvier 2020	Attaque de la base militaire américano-kenyane de Lamu (côte Nord du Kenya).

(Réalisation : Pountougnigni Njuh).

Les exactions d'Al-Shebab prouvent l'intention qu'ont les islamistes de s'établir non seulement en Afrique de l'Est, mais aussi d'évoluer vers la Région des Grands Lacs et l'Afrique Centrale, comme l'illustrent les activités de Ben Laden au Soudan, et surtout l'attentat d'Al-Shebab à Kampala en 2010. On le voit donc bien, c'est depuis des décennies que les islamistes cherchent à s'implanter en Afrique centrale. La naissance de l'ISCAP il y a cinq ans montre qu'ils y ont parvenus. Toutefois, ce sont certaines conditions, prévalant depuis les indépendances dans la Région des Grands Lacs qui leur auront donné un coup de pouce.

Le terreau favorable de la Région des Grands Lacs

Si les islamistes n'ont pas réussi à s'implanter par leurs seuls efforts en Afrique Centrale, c'est la vulnérabilisation de la Région des Lacs par les conflits armés permanents qui

offre la possibilité à ISCAP de prendre ses marques en Afrique Centrale, notamment à l'Est de la RDC. Les Grands Lacs ont en effet toujours constitué le ventre mou des efforts de constitution d'une communauté de sécurité en Afrique Centrale. Depuis les indépendances, les conflits jonchent l'histoire de cette partie du continent. En dehors des coups d'États et guerres civiles fréquents au Tchad et en République centrafricaine (RCA), la situation est particulièrement tragique dans les Grands Lacs comme l'indique de manière non exhaustive le tableau ci-après :

Tableau 2 : Panorama de quelques conflits armés dans la Région des Grands Lacs depuis les indépendances

Pays	Conflits
Burundi	Coup d'État manqué et massacre des Hutus en 1965 et en 1972 ; guerre civile en 1988 ; coup d'État en 1996.
Congo-Kinshasa (actuelle RDC)	Sécessionnisme katangais (1960-1963) ; du coup d'État en 1965 ; rébellions au Shaba en 1977-1978 ; rébellion et coup d'État en 1996-1997 ; guerre civile en 1998.
Ouganda	Coups d'État et instabilité politique en 1966, 1971, 1979, 1988.
Rwanda	Coup d'État manqué et massacre des Tutsis en 1963 ; coup d'État en 1973 et génocide en 1994.

(Sources : Dunn, 2003 ; Chrétien, 1997 ; Reyntjens, 2009 ; Fofack, 2012. Réalisation : Pountougnigni Njuh).

Triturée entre les coups d'Etats, guerres civiles et rebellions, la Région des Grands Lacs est ainsi une zone conflictogène en Afrique Centrale depuis sept décennies. En 2016, elle « constitue [l'espace ayant] la plus forte concentration de groupes rebelles en Afrique (près de 80 selon des sources concordantes) »

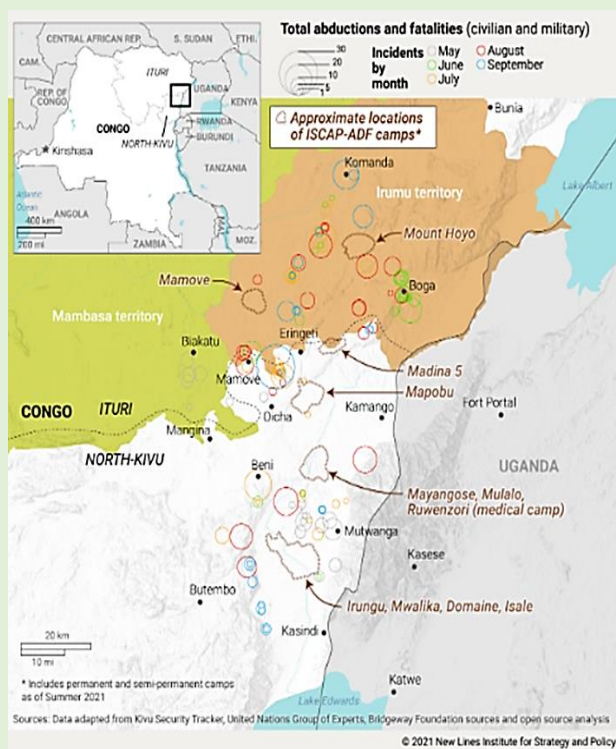
(Grira et Ben Said, 2016). Cette situation a entretenu un climat favorable à l'expansion des islamistes. Epuisés par des années de lutte, et en quête de soutien, certains groupes rebelles ont en effet récemment changé de stratégie, au-delà du recours aux trafics habituels (armes, ressources minières, prise d'otages, etc.). Ils nouent désormais des alliances avec les islamistes.

Par le passé, des mouvements rebelles ont certes émergé sur des bases confessionnelles : Séléka vs anti-balaka en RCA ; musulmans vs chrétiens au Soudan ; l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) en Ouganda, etc. Toutefois, c'était sans allégeance à une « multinationale » du terrorisme. Or, ceci est devenue la mode auprès certains groupes qui font de l'Afrique Centrale un « aimant à djihadistes » (*Le Temps*, 2021). L'ISCAP est en l'occurrence né d'une alliance entre l'Etat Islamique (EI) et les Forces Démocratiques Alliées (ADF – *Allied Democratic Forces*). L'EI (ou Daesh) est un groupe islamiste fondé en 1999. Il prêche allégeance à Al-Qaeda dans le sillage de l'insurrection provoquée par l'invasion de l'Irak en 2003. Ben Laden éliminé en avril 2011, l'EI se proclame califat mondial en 2014 et reprend le flambeau du « djihad ». On le retrouve ainsi sur les traces du projet expansionniste d'Al-Qaeda en Afrique de l'Ouest –EI en Afrique de l'Ouest (Pountounigni Njuh, 2020). Son implantation en Afrique Centrale est facilitée par l'ADF.

Créée en 1995 en Ouganda, l'ADF se replie à l'Est de l'ex-Zaïre (actuelle RDC) suite à la pression militaire (Arieff, 2022 : 1). C'est un groupe dont l'objectif est passé de l'opposition contre Kampala à la volonté, récemment, de participer à l'expansion de l'islamisme. Certains indicateurs de départ la rendaient déjà encline à cela. Jamil Mukulu qui la dirigeait à sa création était en effet un membre du Tablighi Jamaat (Mouvement mondial de renouveau musulman sunnite). Au début de la rébellion, il recrutait principalement parmi les musulmans ougandais. En 2007, une partie de ses combattants fustige toutefois le salafisme qui prend de l'ampleur au

sein du groupe et dépose les armes (O'Farrell, 2021). Diminuée, l'ADF maintient malgré tout l'idéologie islamiste. Sa radicalité prend forme à travers des exactions qui font plusieurs morts entre octobre 2014 à 2019 à l'Est de la RDC (*Tribune de Genève*, 2019). L'arrestation de Mukulu en Tanzanie en avril 2015 déstabilise le groupe. C'est ainsi que Seka Musa Baluku qui prend les rênes en 2016 se lance dans la recherche de nouveaux appuis. Il songe de l'EI qui, dès 2017, prend attache et commence à soutenir financièrement l'ADF. L'allégeance d'ADF à l'EI est scellée en avril 2019 (O'Farrell, 2021). A l'instar d'AQMI jadis né après l'allégeance du GSPC à Al-Qaeda, l'ADF est ainsi depuis cinq ans le maillon de base d'un réseau terroriste que l'EI est en train de bâtir en Afrique Centrale. L'ISCAP que cette alliance a enfanté, a au compteur plusieurs forfaits, avec entre autres, l'attaque des Forces Armées Congolaises (FARDC) à Kamango et à Bovata le 18 avril 2019. Depuis, son aire d'influence à l'Est de la RDC s'est accrue comme l'indique la carte ci-dessous.

Carte : Ancrage territorial d'ISCAP à l'Est de la RDC en septembre 2021



(Source : O'Farrell, 2021).

En s'appuyant sur son bras armé local (ADF), l'ISCAP progresse depuis l'année passée vers les Grands Lacs. Kampala a en effet été visé par un attentat le 16 novembre 2021. La terreur qu'il sème est telle qu'en mai 2021, les autorités congolaises ont insaturé l'état de siège du Nord-Kivu et d'Ituri. Mais, la situation semble difficile à contenir. L'impréparation et les débordements des militaires envers les civils sont des obstacles à l'efficacité de la lutte (Pole Institute, 2022). Qui plus est, le redéploiement du Mouvement du 23 mars (M23), un groupe rebelle basé aussi à l'Est de la RDC, complique davantage la situation. D'autres indicateurs suggèrent qu'elle pourra être pire si des stratégies de lutte ne sont pas pensées et déployées dès à présent.

Faire face à l'ISCAP

Au regard des éléments objectifs tels que l'expansion fulgurante et les dégâts déjà causés par ses modes opératoires, et loin donc de toute sinistrose, il y a lieu d'inscrire l'ISCAP au registre des menaces sécuritaires dont les Etats et les populations d'Afrique devraient se préoccuper. La pérennisation des mouvements rebelles, la paupérisation des masses et la récurrence des tensions diplomatiques entre Etats sont des faiblesses sur lesquelles l'ISCAP surfe pour gagner du terrain et semer la terreur.

En quête de soutiens, d'autres entités armées pourraient imiter l'ADF, c'est-à-dire faire allégeance à l'EI et l'aider à étoffer le réseau de l'ISCAP. Un groupe l'a d'ailleurs déjà fait dans un pays qui borde la Région des Grands Lacs au Sud, à savoir le Mozambique. Il s'agit d'Ansar al-Sunnah, un groupe insurrectionnel et fondamentaliste qui s'est activé en octobre 2017 à Cabo Delgado, au Nord du pays (Mahtani *et al.*, 2021 ; Rémy, 2020). En 2018, il s'est aussi déclaré bras opérationnel de l'ISCAP. Le 4 juin 2019, il s'en est pris aux Forces Armées de Défense du Mozambique (FADM) à Mitopy. Son allégeance à l'EI a été scellée en juillet 2019,

c'est-à-dire trois mois après l'ADF. Pour le compte d'ISCAP, Ansar al-Sunnah a déjà commis plusieurs forfaits dont le massacre de 52 civils qui ont refusé l'enrôlement, le 7 avril 2020 à Xitaxi (Morier-Genoud, 2018 ; Rémy, 2020).

Au Nord du Mozambique et limitrophe avec le Sud Est de la RDC, la Tanzanie dont la capitale a essuyé un attentat en août 1998 comme indiqué plus haut, n'est pas épargnée par l'expansion d'ISCAP. Depuis 2012, la stabilité du pays est en effet doublement menacée par l'Uamsho, un mouvement séparatiste musulman, et le Civic United Front (CUF) qui revendiquent l'indépendance de Zanzibar (Webb, 2012). Au Nord-Est du Mozambique, le Malawi pourrait aussi être ciblé par ISCAP. Sa population, composée d'environ 14% de musulmans, souffre de pauvreté. Or, le dénuement pousse souvent les populations à la rébellion. Boko Haram a exploité cette situation pour s'implanter au Nord-Est du Nigeria et au Nord-Cameroun dans les années 2000-2010 (International Crisis Group, 2016). Si Ansar al-Sunnah attaque ce pays – comme le fait l'ADF en franchissant la frontière ougandocongolaise –, il y a des probabilités que le Malawi passe sous la coupe d'ISCAP sans peine.

L'ISCAP représente donc une menace sécuritaire collective. Dans une Afrique centrale et une Région des Grands Lacs où la coopération sécuritaire se heurte souvent aux conflits de leadership, l'expansion en cours de l'ISCAP interpelle. Son caractère tentaculaire et transfrontalier réduit d'avance l'efficacité de toute initiative isolée. Réseau terroriste en construction, il mérite de retenir l'attention tant des États de la sous-région que de l'Union Africaine (UA), et pourquoi pas de la Communauté internationale, même si les Opérations de Paix (OP) déployées jusqu'ici dans la sous-région ont un bilan mitigé (Craze, 2021 ; Autesserre, 2010). Les perspectives synergétiques de lutte interpellent en effet de manière vigoureuse les États de la sous-région. Il s'agit entre autres non seulement de la mutualisation de l'information entre eux, mais aussi de celle des

ressources, ainsi que la coopération dans le cadre, éventuellement, d'une force conjointe des États de la sous-région. La volonté politique de créer une communauté de sécurité durable est le socle de tout cela. Certes, en octobre et novembre 2021, Kampala s'est déclaré prête à aider à combattre l'ADF sur le sol congolais avec l'aval de Kinshasa (Al-Lami, 2021). Mais ce n'est pas suffisant. L'Afrique Centrale et la Région des Grands Lacs, c'est plus que deux pays. L'ISCAP n'est pas un pis-aller pour les autres États qui gagneraient à s'activer.

L'adhésion de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE ou *East African Community –EAC*) le 29 mars 2022, ainsi que la perspective d'une fusion entre la Communauté des Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CÉMAC) et la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) nourrissent aussi l'espoir d'une atténuation des conflits de leadership entre États au profit d'une synergie contre l'ISCAP, une menace collective. Toutefois, il serait alors de bon ton que l'opérationnalisation de ces stratégies échappe aux lenteurs administratives habituelles, aux tractations diplomatiques et aux pourparlers sans fin.

Conclusion

Plusieurs indices sonnent l'alarme pour ce qui est de la situation sécuritaire en Afrique Centrale depuis l'émergence de l'ISCAP. Il s'agit d'un réseau terroriste qui dispose de connexions et des moyens de prospérer dans la sous-région, avec des perspectives sérieuses d'extension sur la façade orientale et le Sud du continent africain. Il représente une menace hybride en ce qu'il est aussi porté par des combattants d'un type nouveau : des « rebelles intégristes ». À cheval entre les protagonistes locaux et transnationaux, l'ISCAP résulte en effet de la rencontre entre les intérêts, d'une part, des rebelles en quête d'appui pour continuer de sévir dans les Grands Lacs, et d'autre part, de l'EI en quête de possibilités

d'expansion en Afrique Centrale. Par conséquent, la menace qu'il représente est grandissante et est digne de retenir l'attention avant sa métastase. La coopération sécuritaire représente une voie pouvant être encore efficace avant que l'on atteigne cette dimension.

Références

- Agbiboa, D.E. (2014, février), "Terrorism without Borders: Somalia's Al-Shabaab and the global jihad network", *Journal of Terrorism Research*, 5(1):27-34, URL: <https://jtr.standrews.ac.uk/articles/10.15664/jtr.826/galley/695/download/>
- Al-Lami, M. (2021), « Pourquoi l'État islamique attaque-t-il l'Ouganda ? », URL: <https://www.bbc.com/afrique/region-59409599>.
- Arieff, A. (2022, septembre), "The Allied Democratic Forces, an Islamic State Affiliate in the Democratic Republic of Congo", *Congressional Research Service (CRS) Report*, IF12206, URL : <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/I/IF12206>.
- Autesserre, S. (2010), *The Trouble with the Congo : Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, New York, Cambridge University Press.
- Bergen, P. (2006), *Ben Laden, l'insaisissable*, Paris, Michel Laffont.
- Chaliand, G. et Blin, A. (2007), *The History of Terrorism: From Antiquity to Al Qaeda*, Berkeley/Los Angeles/London, University of California Press.
- Chrétien, J.-P. (1997), *Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi, 1990-1996*, Paris, Khartala.
- Craze, J. (2021, décembre), « Maintien de la paix : pour en finir avec "Peace Inc." »,

- Afrique XXI*, URL : <https://afriquexxi.info/article4893.html>
- Daniel, S. (2012), *AQMI: l'industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard.
- Dunn, K. (2003), *Imagining the Congo: The International Relations of Identity*, New York/Hampshire, Palgrave Macmillan.
- Fofack, É.W. (2012), « De la typologie des dynamiques conflictuelles en Afrique centrale depuis la fin de la Guerre froide », in A.Z. Tamekamta et É.W. Fofack (dir.), *Les urgences africaines : réécrire l'histoire, réinventer l'État*, Paris, L'Harmattan, p. 35-49.
- Grira, S. et Ben Said, E. (2016), « Les principaux groupes armés en Afrique », URL:<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/lesprincipauxgroupesarm%C3%A9s-en-afrique-541865>.
- Intelbrief (2021, décembre), « The Growing Threat Posed by the Islamic State in Central Africa », URL : <https://thesoufancenter.org/intelbrief-2021-december-1/>.
- International Crisis Group (2016), *Cameroun : faire face à Boko Haram*, Rapport Afrique (241), Nairobi/Bruxelles, URL : <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/cameroon-confronting-boko-haram>.
- Kouosseu, J. et Pountougnigni Njuh, L.B. (2020), « Le Cameroun et le Nigeria face à Boko Haram : dynamiques d'une coopération militaire à l'épreuve d'une crise sécuritaire transfrontalière (2002-2016) », *Les Cahiers de l'Institut de Recherches et d'Études Africaines (IREA)*, (41) : 201-242.
- Le Temps* (2021, 18 novembre), « L'État islamique tisse sa toile au cœur de l'Afrique », URL : <https://www.letemps.ch/monde/letat-islamique-tisse-toile-coeur-lafrique>.
- Mahtani, D., van de Walle, N., Pigou, P. and Elias, M. (2021, mars), « Understanding the New U.S. Terrorism Designations in Africa », URL: <https://www.crisisgroup.org/africa/understanding-new-us-terrorism-designations-africa>.
- Morier-Genoud, E. (2018, 14 juin) « Le Mozambique face à son "Boko Haram" », *Le Monde*, URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/14/le-mozambique-face-a-son-boko-haram_5314910_3212.html.
- O'Farrell, R. (2021, décembre), « Neither Local, Nor Transnational, But Both: The Islamic State in Congo », URL: <https://newlinesinstitute.org/isis/neither-local-nor-transnational-but-both-the-islamic-state-in-congo/>.
- Pole Institute (2022), « État de siège au Nord-Kivu et en Ituri, et turbulences politiques en RD Congo », *Regards croisés*, (39) : 179 p. (dossier), URL : <http://www.pole-institute.org/publication/etat-de-siege-au-nord-kivu-et-en-ituri-et-turbulences-politiques-en-rd-congo>.
- Pountougnigni Njuh, L.B. (2020), « Le terrorisme dans l'Afrique saharo-sahélienne et maghrébine : cinétique chrono-spatiale d'une "crimigration" entre l'idéologique et l'empirique », *Science et Technique, Revue Burkinabè de la Recherche-Lettres, Sciences Sociales et Humaines*, (5) : 255-271, édition spéciale URL : http://www.afrique-gouvernance.net/bdf_document-2262_fr.html.
- Pountougnigni Njuh, L.B. (2022) « "Crimigração" : da violência reticular na África Sahelo-Magrebina », *Boletim GeoÁfrica*, 1(2) : 6-29, URL : <https://revistas.ufrrj.br/index.php/bg/article/view/53537/29264>.
- Rémy, J.-P. (2020, 13 août), « Après la prise de Mocimboa da Praia, les Chabab

mozambicains inquiètent l’Afrique australe », *Le Monde*, URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/13/apres-la-prise-de-mocimboa-da-praia-les-chabab-mozambicains-inquietent-l-afrique-australe_6048896_3212.html.

Reyntjens, F. (2009), *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*, Cambridge, Cambridge University Press.

Tribune de Genève (2019), « La ville de Beni au Congo s’enfonce dans la violence », URL : <https://m.tjg.ch/articles/23880051>.

Webb, M. (2012), “Calls for secession in Zanzibar”, URL: <https://www.aljazeera.com/features/2012/9/29/calls-for-secession-in-zanzibar>.

Equipe technique et scientifique

Superviseur général : Général de Brigade BITOTE André Patrice, Directeur Général de l’EIFORCES, assisté du Commissaire Divisionnaire THOM Cécile OYONO, Directeur Général Adjoint ;

Coordination scientifique : Commissaire Divisionnaire, Docteur PASSO SONBANG Elie, Chef du Centre de Recherches et de Documentation;

Coordination technique : Commissaire de Police Principal, TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette, Epse NOUNKOUA, Chef des Laboratoires de Recherche du Centre de Recherches et de Documentation;

Collaboration :

- Dr. POUNTOUGNIGNI NJUH Ludovic Boris, Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)/URPOSSOC (Université de Dschang, Cameroun).
- M. NJIFON Josué, Chef Service Traduction et Interprétariat.